



ÉVOLUTION DES MOYENS POUR L'ÉDUCATION : une baisse continue dans le PIB !

C'est la déduction que l'on peut faire de la note de la DEPP (direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) de novembre 2018 faisant état de la **Dépense Intérieure d'Éducation (DIE)** qui inclut la dépense de l'État 57,4 %, des collectivités 23,3 %, des entreprises 8,5 % et des ménages 7,7 %. Soit 154,6 Mds en 2017.

En 2017 (comme en 2016 et depuis 2006) la France ne consacre plus que 6,7 %, de sa richesse produite pour l'éducation, soit un point de PIB en moins. La part de la DIE dans le PIB étant passée de 7.7% en 1995 à 6.7% en 2017.

Si la France consacrait le même pourcentage de richesse du PIB qu'en 1996, elle devrait engager près de 23 Milliards d'investissements supplémentaires (PIB 2017 de 2292Mds).

Pour faire évoluer le système éducatif, la question des moyens est essentielle ! moins on investit : plus la situation se dégrade.

Pourrait-il en être autrement ?

OUI, investir dans les services publics est tout à fait possible, c'est un choix !

- Le budget 2019 peut être construit sur d'autres bases pour permettre aux services publics de fonctionner, mais encore faut-il faire ce choix : rétablissement de l'ISF, suppression du CICE, de l'exit tax, etc....
- L'évasion fiscale en France, c'est à minima 60 à 80 milliards par an, - etc...

Dans le rapport sur les inégalités mondiales, Piketty montre **que la baisse de la progressivité de l'impôt impacte très fortement les moyens des États** et donc les services publics facteurs d'égalité.

En France, les 500 familles les plus riches possédaient l'équivalent de 6% du PIB en 1996, c'est 30% en 2018 (*Rapport Challenges 2018*). En 20 ans, alors que la dépense d'éducation a baissé d' 1 point de PIB, leurs fortunes ont pris 24 points !

Autant d'argent qui ne va pas vers les services publics et l'intérêt général. Surtout ne soyons pas timorés sur les besoins pour l'école et les DHG !